



Bulletin Veille Europe n°110 Juin 2021

Sommaire

| | |
|--|-----------|
| Institutions de l'UE..... | 3 |
| Conseil européen / Conclusion du 24 et 25 juin 2021 | 3 |
| Commission européenne / Nouvelle stratégie sur l'Espace Schengen | 4 |
| Commission européenne / Déclaration à l'occasion de la journée mondiale du réfugié..... | 4 |
| Commission européenne / Lancement d'une nouvelle initiative pour remédier aux pénuries de compétences et améliorer la coopération en matière de migration avec les pays partenaires .. | 4 |
| Commission européenne / Accord sur la nouvelle Agence de l'Union européenne pour l'asile | 5 |
| Parlement européen / Deuxième conférence interparlementaire de haut niveau sur la migration et l'asile | 5 |
| Parlement européen / Adoption d'une résolution sur la situation des droits de l'homme à la frontière hispano-marocaine | 6 |
| Centre de recherche du Parlement européen / Notes de synthèse sur les données de l'asile ... | 6 |
| EMN / Rapport annuel la migration et l'asile 2020 | 7 |
| EMN / Rapport sur la gestion des données dans le cadre de la procédure d'asile | 7 |
| Agences et organes de l'UE | 8 |
| EASO / Rapport sur la situation sécuritaire au Nigéria..... | 8 |
| EASO / Rapport sur la situation des rapatriés en Syrie | 8 |
| FRA / Etat des lieux sur les capacités de recherche et de sauvetage des migrants en Méditerranée | 8 |
| FRA / Rapport sur les droits fondamentaux 2021..... | 8 |
| FRA et COE / le Conseil de l'Europe et l'Agence des droits fondamentaux de l'UE travaillent en étroite collaboration pour protéger les droits aux frontières | 9 |
| FRA / Protéger les migrants en situation irrégulière contre l'exploitation par le travail – Rôle de la directive sur les sanctions des employeurs | 9 |
| Cour des comptes européenne / L'action de Frontex aux frontières extérieures de l'UE n'est pas assez efficace | 9 |
| Médiateur européen / Conclusion de l'enquête sur le mécanisme de plainte de Frontex | 10 |
| Institutions européennes..... | 10 |
| OSCE / 21 ^{ème} Conférence de l'Alliance contre la traite des personnes | 10 |
| OSCE / Décourager la demande qui favorise la traite à des fins d'exploitation sexuelle | 10 |
| GRETA – Conseil de l'Europe / Conférence régionale « Agir ensemble face à la crise : Protéger les enfants de la traite et de l'exploitation dans les Balkans occidentaux » | 11 |
| Conseil de l'Europe / Exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme : mise en ligne de nouvelles données par pays | 11 |
| Organisations des Nations unies..... | 11 |
| OIM / Naufrage au large de la Tunisie..... | 11 |
| OIM / L'OIM s'attaque au travail des enfants au sein des familles de retour sans papiers en Afghanistan..... | 11 |



| | |
|--|-----------|
| OIM / L'OIM demande un soutien accru aux familles de migrants disparus en route vers l'Espagne..... | 12 |
| OIM / Chemins vers l'inclusion : formation pour les mentors communautaires - Compétences en communication, interculturelles et sociales | 12 |
| OIM et HCR / L'OIM et le HCR condamnent le renvoi de migrants et de réfugiés vers la Libye | 12 |
| OIM, HCR, UNICEF / Relocalisation de 4 000 demandeurs d'asile et réfugiés vulnérables depuis la Grèce et appel à la mise en place d'un mécanisme européen prévisible et systématique.... | 13 |
| ONU / Victimes d'abus de la part des passeurs, les migrants sont également confrontés à une absence de justice..... | 13 |
| Secrétaire général de l'ONU / Covid-19 : les envois de fonds à la famille se sont avérés plus résilients que prévu..... | 13 |
| HCR / Le HCR et L'Union interparlementaire se félicitent de la résolution de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe en faveur des réfugiés | 14 |
| HCR / Mise en garde sur la risque d'exclusion de la vaccination pour les apatrides à travers le monde..... | 14 |
| HCR / Le HCR appelle les Etats à supprimer les obstacles concernant la vaccination des réfugiés contre le Covid-19 | 14 |
| HCR / Une table ronde mondiale définit une action conjointe pour la protection des personnes LGBTIQ+ déracinées | 15 |
| HCR / Recommandations pour la présidence slovène de l'UE | 15 |
| HCR / Monaco, le HCR et Bioforce s'engagent en faveur de la formation professionnelle des réfugiés | 15 |
| HCR / Les dirigeants mondiaux doivent agir pour inverser la tendance à la hausse des déplacements..... | 16 |
| HCR / Rapport sur les besoins en matières de réinstallation en 2022..... | 16 |
| HCR / Déclaration au sujet de la nouvelle loi du Danemark sur le transfert des demandeurs d'asile vers des pays tiers | 16 |
| ONU / Droits de l'homme et Covid-19 : un expert de l'ONU dénonce la politique de refoulement des migrants | 17 |
| Organisations de la société civile..... | 17 |
| Mixed Migration Center / La Protection dans les Mouvements Mixtes le long des routes de la Méditerranée Centrale et Occidentale 2021 | 17 |
| Mixed Migration Center / explorer la migration des réfugiés et des migrants d'Afrique de l'Est..... | 17 |
| RSA / Rapport interne de l'EASO sur la Turquie | 18 |
| Associations grecques / Analyse du concept de pays tiers sûr à la Turquie | 18 |
| Croix rouge / Déclaration : Tirer les leçons du regroupement familial en temps de COVID-19. 18 | |
| France terre d'asile / La participation citoyenne et l'engagement politique | 18 |
| Focus nationaux | 19 |
| RSA / La Grèce, laboratoire de politiques anti-réfugiés..... | 19 |
| Allemagne / Nouvelle étude sur les Afghans éloignés..... | 19 |

Institutions de l'UE

Conseil européen / Conclusion du 24 et 25 juin 2021

Le Conseil européen qui s'est tenu les 24 et 25 juin a abordé les enjeux migratoires, les relations avec la Turquie et la situation dans le Sahel. Vous trouverez ci-dessous un résumé des conclusions du Conseil européen.

Sur la thématique de la migration (point III) :

- Vives inquiétudes sur l'évolution de certaines routes migratoires et la nécessité d'une vigilance constante et des mesures urgentes.
- La coopération et les partenariats avec les pays d'origine et de transit doivent être renforcés pour éviter les pertes de vies humaines et réduire la pression migratoire.
- Les conclusions indiquent « *une approche pragmatique, souple et adaptée aux besoins* », et une « *utilisation coordonnée de l'ensemble des instruments et incitations disponibles au niveau de l'UE et des Etats* », en coopération avec le HCR et l'OIM.
- Le Conseil européen invite notamment la Commission à :
 - o présenter à l'automne 2021 des plans d'action pour les pays d'origine et de transit prioritaires avec objectifs clairs, mesures de soutien supplémentaires et calendriers ;
 - o à faire le meilleur usage d'au moins 10% de l'enveloppe financière de l'instrument de voisinage, de développement et de coopération internationale en faveur d'action liées aux migrations et à rendre des comptes au Conseil d'ici novembre.
- Le Conseil européen condamne et rejette toute tentative de pays tiers d'instrumentaliser les migrants à des fins politiques.

Sur la Turquie (point IV), le Conseil européen a rappelé « *qu'il est dans l'intérêt stratégique de l'UE d'avoir un environnement stable et sûr en Méditerranée orientale et de développer avec la Turquie une relation de coopération mutuellement avantageuse.* »

- Le Conseil européen prend également note des travaux préparatoires en vue de la tenue de dialogues de haut niveau avec la Turquie sur des questions d'intérêt mutuel, comme les migrations, la santé publique, le climat, la lutte contre le terrorisme et les questions régionales.
- Le Conseil européen invite la Commission à présenter sans tarder des propositions formelles relatives à la poursuite des financements en faveur des réfugiés syriens et des communautés d'accueil en Turquie, en Jordanie, au Liban et dans d'autres parties de la région, conformément à la déclaration des membres du Conseil européen de mars 2021 et dans le cadre de la politique migratoire globale de l'UE.
- Rappel que l'État de droit et les droits fondamentaux en Turquie restent une préoccupation majeure. Le fait que des partis politiques, des défenseurs des droits de l'homme et des médias soient pris pour cible constitue un revers majeur pour les droits de l'homme et va à l'encontre des obligations de la Turquie de respecter la démocratie, l'État de droit et les droits des femmes. Le dialogue sur ces questions continue à faire partie intégrante de la relation entre l'UE et la Turquie.

Pour plus d'informations

Conclusions : <https://www.consilium.europa.eu/media/50830/2425-06-21-euco-conclusions-fr.pdf>

Commission européenne / Nouvelle stratégie sur l'Espace Schengen

La Commission européenne a présenté une nouvelle stratégie visant à renforcer le plus grand espace de libre circulation au monde, l'espace Schengen, et à le rendre plus résilient. Selon la Commission, le bon fonctionnement de l'espace Schengen repose sur trois piliers: une gestion efficace des frontières extérieures de l'UE, le renforcement des mesures intérieures pour compenser l'absence de contrôles aux frontières intérieures, en matière notamment de coopération policière, de sécurité et de gestion de la migration, et une préparation et une gouvernance solides, y compris l'achèvement de l'intégration dans l'espace Schengen. Pour favoriser la confiance mutuelle dans la mise en œuvre des règles de Schengen, la Commission présente aussi une proposition de révision du mécanisme d'évaluation et de contrôle de Schengen.

Pour plus d'informations

Communiqué : https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_21_2708

Commission européenne / Déclaration à l'occasion de la journée mondiale du réfugié

A l'occasion de la Journée mondiale du réfugié, la Commission européenne et le Haut-Représentant aux affaires étrangères a publié une déclaration commune rappelant la responsabilité européenne de soutenir les réfugiés ainsi que les pays d'accueil en particulier dans le contexte difficile du COVID-19. Ils ont également annoncé la nouvelle initiative, le mécanisme de subvention «Vivre dignement», qui vise à trouver de nouvelles formes de collaboration entre les acteurs humanitaires, les acteurs du développement et les acteurs de la paix afin de faire face aux situations les plus difficiles de déplacements forcés dans le monde. Le financement d'amorçage s'élève à 24 millions d'euros et la première tranche de 12 millions d'euros concernera plus particulièrement des régions situées en Asie, en Amérique latine et en Afrique subsaharienne. Ils ont également appelé les Etats membres à des engagements supplémentaires afin d'augmenter le nombre de réfugiés réinstallés en Europe.

Pour plus d'informations

Déclaration : https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/STATEMENT_21_3056

Article sur le Pacte européen et la journée mondiale du réfugié : https://ec.europa.eu/home-affairs/news/world-refugee-day-2021-supporting-refugees-through-new-pact-migration-and-asylum_en

Commission européenne / Lancement d'une nouvelle initiative pour remédier aux pénuries de compétences et améliorer la coopération en matière de migration avec les pays partenaires

La Commission a lancé l'initiative «partenariats destinés à attirer les talents», une initiative clé dans le cadre du nouveau pacte sur la migration et l'asile qui contribuera à remédier aux pénuries de compétences dans l'Union européenne et à renforcer les partenariats mutuellement bénéfiques en matière de migration avec des pays tiers. Ces partenariats seront ouverts aux étudiants, aux diplômés et aux travailleurs qualifiés. Les partenariats destinés à attirer les talents offriront également des possibilités en matière d'enseignement et de formation professionnels, d'aide à l'intégration pour les migrants de retour au pays, d'amélioration de la manière dont l'UE travaille avec la diaspora, ainsi que d'expertise et d'analyse des besoins en matière d'emploi.

Pour plus d'informations

Communiqué : https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_21_2921

Commission européenne / Accord sur la nouvelle Agence de l'Union européenne pour l'asile

La Commission se félicite de l'accord tout juste intervenu entre le Parlement européen et le Conseil pour transformer le Bureau européen d'appui en matière d'asile en une Agence de l'Union européenne pour l'asile. Il s'agit d'une initiative essentielle dans le cadre du nouveau pacte sur la migration et l'asile. La nouvelle agence contribuera à améliorer la qualité des procédures d'asile dans les États membres, ainsi qu'à les rendre plus uniformes et plus rapides. Sa nouvelle réserve, composée de 500 experts, apportera également un soutien plus efficace aux régimes d'asile nationaux confrontés à un nombre élevé de dossiers, ce qui rendra le système global de gestion des flux migratoires dans l'UE plus efficace et plus durable.

Fondée sur l'expérience du Bureau européen d'appui en matière d'asile, la nouvelle agence aura un mandat renforcé qui contribuera à :

- **des régimes d'asile plus efficaces**, grâce à un soutien opérationnel et technique accru aux États membres, y compris en matière de formation, de préparation, d'analyse des informations et d'échange d'informations;
- **une meilleure assistance sur demande**: une réserve de 500 experts, comprenant des interprètes, des gestionnaires de dossiers ou des spécialistes de l'accueil, sera prête à être déployée, à la demande des États membres, dans le cadre des équipes d'appui « asile ». Les experts de l'agence auront pour mission de préparer l'ensemble de la procédure administrative d'asile en vue de la prise de décision par les autorités nationales, et de proposer leur assistance au stade du recours;
- **une prise de décision uniforme et de qualité** grâce à l'élaboration de normes opérationnelles, d'indicateurs, de lignes directrices et de bonnes pratiques aux fins de la mise en œuvre du droit de l'Union en matière d'asile;
- **l'amélioration du suivi et du système de rapports** en ce qui concerne les régimes d'asile et d'accueil des États membres, afin de garantir des pratiques plus cohérentes dans toute l'Europe, dans le respect intégral du droit de l'UE. La Commission pourra assortir les mesures d'assistance de recommandations;
- **un renforcement des capacités dans les pays tiers**, afin d'améliorer les régimes d'asile et d'accueil et de soutenir les programmes de réinstallation de l'UE et des États membres, en s'appuyant sur la coopération existante avec les agences de l'ONU.

Pour plus d'informations

Communiqué : https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_21_3241

Communiqué du Parlement européen / <https://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20210628IPRO7254/asile-une-nouvelle-agence-pour-une-politique-plus-coherente-dans-toute-l-ue>

Parlement européen / Deuxième conférence interparlementaire de haut niveau sur la migration et l'asile

Des députés nationaux et européens se sont réunis le 14 juin pour débattre des conséquences de la pandémie de COVID-19 sur la dimension extérieure des politiques de migration et d'asile. La conférence s'est déroulée en deux sessions co-présidées par des députés nationaux et européens.

Durant la première session, les députés se sont concentrés sur les conséquences de la pandémie de COVID-19 sur la migration dans les pays d'origine et de transit. La deuxième session était consacrée à la dimension extérieure des politiques de migration et d'asile et à l'approche globale européenne de la gestion de la migration, notamment aux partenariats sur-mesure avec des pays tiers, à la promotion de voies légales pour la migration ainsi qu'aux politiques d'intégration.

Pour plus d'informations

Communiqué et vidéos : <https://www.europarl.europa.eu/news/en/press-room/20210609IPRO5820/second-high-level-inter-parliamentary-conference-on-migration-and-asylum>

Parlement européen / Adoption d'une résolution sur la situation des droits de l'homme à la frontière hispano-marocaine

Le Parlement rejette dans sa résolution l'utilisation par le Maroc des contrôles aux frontières et de la migration, surtout des mineurs non accompagnés, comme moyen de pression politique sur l'Espagne. Les députés déplorent en particulier la participation d'enfants, de mineurs non accompagnés et de familles dans le passage massif de la frontière entre le Maroc et la ville espagnole de Ceuta, mettant ainsi leur vie et leur sécurité clairement en péril. Depuis le 17 mai, une augmentation sans précédent du nombre de passages vers le territoire espagnol a été constatée. Quelque 9 000 personnes ont pénétré, par terre ou par mer, dans la ville autonome espagnole de Ceuta, après que la police marocaine a assoupli temporairement les contrôles aux frontières, ouvert les barrières et négligé de prendre des mesures pour arrêter les entrées illégales.

La résolution souligne que la crise a été déclenchée par le Maroc en raison de tensions diplomatiques avec l'Espagne et qu'elle n'est en réalité pas liée à la question migratoire mais plutôt au fait que l'Espagne ait accueilli et admis à l'hôpital Brahim Ghali, le chef du Front Polisario (mouvement de libération nationale du peuple sahraoui). Le texte demande à l'Espagne et au Maroc de travailler en étroite collaboration pour ramener les enfants marocains à leurs familles, dans le respect de l'intérêt supérieur de l'enfant et du droit national et international, en particulier de la convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20210604IPRO5533/violations-des-droits-de-l-homme-russie-sri-lanka-frontiere-hispano-marocaine>

Centre de recherche du Parlement européen / Notes de synthèse sur les données de l'asile

Le centre de recherche a publié plusieurs notes d'analyse et de synthèse sur plusieurs sujets :

- Asile en UE : Faits et données
- Approche de l'UE sur la migration dans la région de la Méditerranée
- Flux migratoires récents vers l'UE
- Intégration sur le marché du travail des demandeurs d'asile et des réfugiés
- Les systèmes de parrainage communautaire dans le cadre du Pacte sur la migration et l'asile : inclure les régions et les villes

Pour plus d'informations

Asile en UE : Faits et données :

[https://www.europarl.europa.eu/thinktank/fr/document.html?reference=EPRS_BRI\(2021\)690643](https://www.europarl.europa.eu/thinktank/fr/document.html?reference=EPRS_BRI(2021)690643)

Approche de l'UE sur la migration dans la région de la Méditerranée :

[https://www.europarl.europa.eu/thinktank/fr/document.html?reference=IPOL_STU\(2021\)694413](https://www.europarl.europa.eu/thinktank/fr/document.html?reference=IPOL_STU(2021)694413)

Flux migratoires récents vers l'UE :

[https://www.europarl.europa.eu/thinktank/fr/document.html?reference=EPRS_ATA\(2021\)649329](https://www.europarl.europa.eu/thinktank/fr/document.html?reference=EPRS_ATA(2021)649329)

Intégration sur le marché du travail des demandeurs d'asile et des réfugiés :

[https://www.europarl.europa.eu/thinktank/fr/document.html?reference=EPRS_BRI\(2021\)690651](https://www.europarl.europa.eu/thinktank/fr/document.html?reference=EPRS_BRI(2021)690651)

Les systèmes de parrainage communautaire :

[https://www.europarl.europa.eu/thinktank/en/document.html?reference=EPRS_BRI\(2021\)690675](https://www.europarl.europa.eu/thinktank/en/document.html?reference=EPRS_BRI(2021)690675)

EMN / Rapport annuel la migration et l'asile 2020

Le réseau européen sur la migration a publié son rapport annuel qui présente les principales évolutions politiques, législatives et de débats publics dans le domaine de l'asile et de la migration en UE. Un rapport spécifique sur les développements en France est également publié.

Pour plus d'informations

Rapport : https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/default/files/00_eu_arm2020_synthesis_report_en.pdf

Synthèse : https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/default/files/docs/pages/00_eu_arm2020_inform_en.pdf

Rapport sur la France :

<https://www.immigration.interieur.gouv.fr/content/download/128182/1023255/file/4-Rapport-annuel-du-REM-2020.pdf>

EMN / Rapport sur la gestion des données dans le cadre de la procédure d'asile

Le réseau européen sur la migration publie un rapport sur la gestion des données dans le cadre de la procédure d'asile. Ces dernières années, les circonstances des demandes de protection internationale ont changé, avec des augmentations et des diminutions du volume et des types de demandes, entraînant des changements de procédure dans le processus d'asile, affectant la manière dont les données personnelles sont collectées, gérées et partagées dans plusieurs États membres et en Norvège. Plus récemment, le déclenchement de la pandémie de COVID-19 au début de 2020 a également eu un impact sur la gestion des données dans les procédures d'asile. Comment les données sont-elles gérées dans les différentes phases de la procédure d'asile ? À quoi ressemblent les approches nationales de la gestion des données et à quels défis les États membres sont-ils confrontés ?

Pour plus d'informations

Rapport : https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/default/files/00_eu_data_management_study_final_en.pdf

Synthèse : https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/default/files/00_eu_data_management_inform_en.pdf

Fiche infos : https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/default/files/00_eu_data_management_study_final_en.pdf

Agences et organes de l'UE

EASO / Rapport sur la situation sécuritaire au Nigéria

Le Bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO) a publié un rapport sur les informations sur le pays d'origine (COI) intitulé Nigeria : situation sécuritaire. Ce rapport fait partie d'une série de deux rapports COI sur le Nigéria produits en 2021. Les rapports fournissent des informations pertinentes pour la détermination du statut de protection internationale pour les demandeurs nigériens, et en particulier pour une utilisation dans la mise à jour de l'élaboration des orientations nationales de l'EASO sur le Nigéria.

Pour plus d'informations

Rapport : <https://www.easo.europa.eu/news-events/easo-publishes-coi-report-nigeria-%E2%80%93-security-situation>

EASO / Rapport sur la situation des rapatriés en Syrie

Le Bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO) a publié un rapport d'informations sur le pays d'origine (COI) intitulé « Syrie : situation des rapatriés de l'étranger ». Ce rapport fait partie d'une série de rapports sur les COI syriens produits en 2021. Les rapports fournissent des informations pertinentes pour la détermination du statut de protection internationale pour les demandeurs syriens, et en particulier pour une utilisation dans la mise à jour de l'élaboration des orientations nationales de l'EASO sur la Syrie.

Pour plus d'informations

Rapport : <https://www.easo.europa.eu/news-events/easo-publishes-coi-report-syria-%E2%80%93-situation-returnees-abroad>

FRA / Etat des lieux sur les capacités de recherche et de sauvetage des migrants en Méditerranée

Avant la Journée mondiale des réfugiés 2021, l'Agence des droits fondamentaux de l'UE souligne les difficultés persistantes auxquelles sont confrontés les efforts de sauvetage de la société civile en Méditerranée, compliquées par la pandémie de Covid-19. La dernière mise à jour de la FRA montre que la capacité globale de sauvetage reste entravée. Sur les 19 bateaux et avions déployés par des ONG effectuant des opérations de recherche et de sauvetage, seuls six sont opérationnels.

Pour plus d'informations

Article : <https://fra.europa.eu/en/news/2021/migrant-search-and-rescue-mediterranean-state-play>

FRA / Rapport sur les droits fondamentaux 2021

Le rapport 2021 de la FRA sur les droits fondamentaux passe en revue les principaux développements dans le domaine en 2020, identifiant à la fois les réalisations et les domaines de préoccupation. Il présente également les avis de la FRA sur ces développements, y compris un résumé des preuves étayant ces avis. Le chapitre thématique de cette année explore l'impact de la pandémie de COVID-19 sur les droits fondamentaux. Les chapitres restants couvrent : la Charte des droits fondamentaux de l'UE ; égalité et non-discrimination; le racisme, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée ; égalité et inclusion des Roms ; asile, frontières et migrations; société de l'information, vie privée et protection des données; droits de l'enfant; accès à la justice; et la mise en œuvre de la Convention relative aux droits des personnes handicapées.

Pour plus d'informations

Rapport : <https://fra.europa.eu/en/publication/2021/fundamental-rights-report-2021>

FRA et COE / le Conseil de l'Europe et l'Agence des droits fondamentaux de l'UE travaillent en étroite collaboration pour protéger les droits aux frontières

Une nouvelle note conjointe de l'Agence des droits fondamentaux de l'UE (FRA) et du Conseil de l'Europe décrit les normes des droits de l'homme qui s'appliquent aux frontières européennes.

La note se concentre sur les recours effectifs contre les violations des droits de l'homme aux frontières européennes. Il fournit également des informations détaillées sur les mécanismes de plainte et l'obligation de mener des enquêtes sur les violations présumées aux frontières. Les normes découlent du droit de l'UE et de la Convention européenne des droits de l'homme. Cette note complète une précédente note conjointe sur les « Droits fondamentaux des réfugiés, des demandeurs d'asile et des migrants aux frontières européennes ». Les deux notes soulignent l'engagement de la FRA et du Conseil de l'Europe à renforcer leur coopération en matière de protection des droits de l'homme aux frontières de l'Europe.

Pour plus d'informations

Note : https://fra.europa.eu/sites/default/files/fra_uploads/coe-fra-2021-effective-remedies-european-borders_en.pdf

FRA / Protéger les migrants en situation irrégulière contre l'exploitation par le travail – Rôle de la directive sur les sanctions des employeurs

La directive sur les sanctions des employeurs a été principalement adoptée pour dissuader les employeurs de recruter des migrants en situation irrégulière, mais elle contient également des dispositions visant à protéger les travailleurs. Il facilite l'accès à la justice pour les travailleurs exploités et établit les droits des travailleurs à réclamer le remboursement des salaires impayés. La directive contient également des dispositions visant à renforcer l'efficacité des inspections du travail. Ce rapport décrit comment les 25 États membres liés par la directive ont mis en œuvre ses dispositions protectrices, en se concentrant sur l'impact de ces dispositions sur les travailleurs migrants en situation irrégulière qui sont victimes d'exploitation et d'autres violations du droit du travail.

Pour plus d'informations

Note : <https://fra.europa.eu/en/publication/2021/employers-sanctions-against-exploitation>

Cour des comptes européenne / L'action de Frontex aux frontières extérieures de l'UE n'est pas assez efficace

Selon un rapport spécial publié par la Cour des comptes européenne, Frontex, l'agence des frontières de l'UE, n'a pas aidé de manière suffisamment efficace les États membres et les pays associés à l'espace Schengen à gérer les frontières extérieures de l'Union. Pour les auditeurs, le soutien apporté par Frontex n'est pas adapté à la lutte contre l'immigration illégale et la criminalité transfrontalière. En plus de conclure que Frontex n'a pas pleinement rempli le mandat qui lui a été confié en 2016, les auditeurs mettent également en doute sa capacité à assumer efficacement son nouveau rôle opérationnel.

Pour plus d'information

Rapport : https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/SR21_08/SR_Frontex_FR.pdf

Article : <https://www.eca.europa.eu/fr/Pages/NewsItem.aspx?nid=15477>

Médiateur européen / Conclusion de l'enquête sur le mécanisme de plainte de Frontex

La Médiatrice a ouvert une enquête de sa propre initiative pour déterminer comment l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes (Frontex) traite les violations présumées des droits fondamentaux par le biais de son «mécanisme de plainte» et pour examiner le rôle et l'indépendance de l'officier aux droits fondamentaux de Frontex dans Ceci concerne.

Sur la base de l'enquête, le Médiateur présente une série de suggestions d'amélioration à Frontex, en vue d'améliorer l'accessibilité du mécanisme de plainte pour les victimes potentielles de violations des droits fondamentaux et de renforcer la responsabilité des opérations de Frontex et de tous ceux qui y sont impliqués. Il s'agit notamment de suggestions sur la manière de permettre aux victimes potentielles de violations des droits fondamentaux d'être plus facilement informées des possibilités de réparation et de signaler les incidents, ainsi que des suggestions pour améliorer la manière dont les plaintes sont traitées et suivies.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://www.ombudsman.europa.eu/en/decision/en/143108>

Institutions européennes

OSCE / 21^{ème} Conférence de l'Alliance contre la traite des personnes

La conférence de l'Alliance contre la traite des personnes est un rassemblement annuel des principales parties prenantes de toute la région de l'OSCE visant à rehausser le profil politique de la lutte contre la traite des êtres humains (TEH) et à discuter des sujets et tendances émergents dans ce domaine. Avec la participation des autorités nationales, ainsi que des organisations internationales et de la société civile, l'Alliance aide à coordonner et à amplifier les efforts de toutes les parties prenantes vers l'objectif commun de prévenir et de combattre la traite des êtres humains.

La 21^e Conférence de l'Alliance contre la traite des personnes mettra l'accent sur le traitement de la demande en tant que moyen de prévention - et en particulier sur le découragement de la demande qui encourage la traite à des fins d'exploitation du travail et sexuelle en tant que stratégie à long terme.

Pour plus d'informations

Article et vidéos de la conférence : <https://www.osce.org/event/alliance21>

OSCE / Décourager la demande qui favorise la traite à des fins d'exploitation sexuelle

L'OSCE publie une note qui souligne l'importance de répondre à la demande qui favorise la traite à des fins d'exploitation sexuelle, en particulier l'exploitation de la prostitution d'autrui. Ce faisant, elle met en lumière le rôle de la demande dans l'incitation à l'exploitation et le préjudice causé aux victimes ; décrit la portée des obligations et engagements internationaux des États pour décourager la demande; analyse les manières dont les États ont répondu à ces obligations et engagements dans leurs pratiques de justice pénale et de prévention ; et propose des recommandations sur la manière de mieux intégrer la demande dans les efforts nationaux. L'objectif principal du document est de soutenir et d'améliorer la mise en œuvre des réponses à la demande menées par les États.

Pour plus d'informations

Note : <https://www.osce.org/cthb/489388>

GRETA – Conseil de l'Europe / Conférence régionale « Agir ensemble face à la crise : Protéger les enfants de la traite et de l'exploitation dans les Balkans occidentaux »

Organisée dans le cadre du programme joint de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe Facilité Horizontale II pour les Balkans occidentaux et la Turquie (2019-2022), la conférence régionale a permis de faire le point sur les tendances et les nouveaux défis concernant la traite des enfants, d'identifier des initiatives positives et de discuter des domaines où des améliorations pourraient être induites par le renforcement des capacités, la coordination et la coopération.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://pace.coe.int/fr/news/8337>

Conseil de l'Europe / Exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme : mise en ligne de nouvelles données par pays

Le Conseil de l'Europe, qui compte 47 États membres, a mis en ligne une nouvelle série de fiches pays offrant des informations sur l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) par chaque État membre. « L'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme est une condition essentielle du succès du système international des droits de l'homme en Europe, qui est unique au monde », a déclaré la Secrétaire Générale du Conseil de l'Europe, Marija Pejčinović Burić.

Pour plus d'informations

Communiqué et fiches : <https://www.coe.int/fr/web/portal/-/implementing-echr-judgments-new-country-by-country-data-now-online>

Organisations des Nations unies

OIM / Naufrage au large de la Tunisie

Le 2 juin, une vingtaine de migrants et réfugiés africains se seraient noyés et 70 ont été secourus dans un naufrage au large de la Tunisie alors qu'ils tentaient de traverser la Méditerranée de la Libye vers l'Italie, a indiqué mercredi soir dans un tweet l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://news.un.org/fr/story/2021/06/1097402>

OIM / L'OIM s'attaque au travail des enfants au sein des familles de retour sans papiers en Afghanistan

Plus de la moitié des enfants âgés de 5 à 7 ans en Afghanistan travaillent d'une manière ou d'une autre. La pandémie de COVID-19 a encore aggravé la situation car la perte des moyens de subsistance, associée à la fermeture des écoles, a probablement précipité le recours accru au travail des enfants pour les familles qui ont du mal à joindre les deux bouts.

Pour plus d'informations

Article : <https://www.iom.int/news/iom-addresses-child-labour-undocumented-returnee-families-afghanistan>

OIM / L'OIM demande un soutien accru aux familles de migrants disparus en route vers l'Espagne

Plus de 9 100 personnes sont mortes le long des itinéraires de migration irrégulière vers l'Espagne depuis 1988, selon les données recueillies par le Projet de l'OIM sur les migrants disparus et l'Association andalouse pour les droits de l'homme (APDHA). La grande majorité d'entre eux ont disparu en mer et leurs corps n'ont jamais été retrouvés. D'autres ont été enterrés, sans être identifiés, dans des tombes anonymes.

Pour plus d'informations

Article et étude : <https://www.iom.int/news/iom-calls-greater-support-families-migrants-missing-en-route-spain>

OIM / Chemins vers l'inclusion : formation pour les mentors communautaires - Compétences en communication, interculturelles et sociales

Ce programme de formation vise à renforcer la capacité des mentors communautaires à soutenir les réfugiés réinstallés dans leur processus d'intégration. Le manuel de formation comprend un outil d'auto-évaluation du mentor et une série de modules de formation. L'outil d'auto-évaluation des mentors est conçu pour aider les mentors à réfléchir à leur rôle en tant que source d'encouragement et de soutien pour les mentorés dans la navigation de la vie quotidienne dans leur pays de réinstallation. Les modules de formation présentent d'abord le rôle des mentors et leurs responsabilités vis-à-vis de leurs mentorés. Une deuxième partie du manuel vise à améliorer les capacités de communication et les compétences interculturelles des mentors ; en fournissant de la théorie, des stratégies et des conseils aux mentors pour renforcer leurs compétences et leurs connaissances dans ces domaines.

Pour plus d'informations

Article et manuel : <https://eea.iom.int/publications/paths-inclusion-training-community-mentors-communication-intercultural-and-social>

OIM et HCR / L'OIM et le HCR condamnent le renvoi de migrants et de réfugiés vers la Libye

L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, sont en mesure de confirmer que plus de 270 migrants et réfugiés ont été remis aux garde-côtes libyens par le navire marchand « Vos Triton » battant pavillon de Gibraltar. Le navire marchand « Vos Triton » avait secouru ce groupe dans les eaux internationales lors de sa tentative de rejoindre l'Europe le 14 juin. Le 15 juin, les garde-côtes libyens ont ramené ces passagers au port principal de Tripoli, d'où ils ont été placés en détention par les autorités libyennes. Les deux organisations réaffirment que personne ne devrait être renvoyé en Libye après avoir été secouru en mer. Selon le droit maritime international, les personnes secourues en mer doivent être débarquées dans un port sûr.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://www.iom.int/news/iom-and-unhcr-condemn-return-migrants-and-refugees-libya>

OIM, HCR, UNICEF / Relocalisation de 4 000 demandeurs d'asile et réfugiés vulnérables depuis la Grèce et appel à la mise en place d'un mécanisme européen prévisible et systématique

L'OIM, l'Organisation internationale pour les migrations, le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, et l'UNICEF, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, ont salué aujourd'hui (24 juin) la relocalisation de 43 demandeurs d'asile à bord de deux vols vers la France. Leur arrivée dans le cadre du programme de relocalisation de l'Union européenne (UE) géré par le gouvernement grec porte à plus de 4 000 le nombre total de personnes relocalisées depuis la Grèce vers d'autres pays européens. Au 24 juin 2021, l'action collective entre la Grèce, les gouvernements européens, les Nations Unies, les agences de l'UE et les partenaires non gouvernementaux a permis de relocaliser 4 008 personnes - dont des enfants et des adultes vulnérables - depuis le début de l'initiative financée par l'UE en avril 2020. Parmi eux se trouvaient 1 628 réfugiés reconnus, 1 531 demandeurs d'asile et 849 enfants non accompagnés.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://www.iom.int/news/un-agencies-welcome-relocation-4000-vulnerable-asylum-seekers-and-refugees-greece-encouragement>

ONU / Victimes d'abus de la part des passeurs, les migrants sont également confrontés à une absence de justice

L'étude de l'ONUDC intitulée *Abusés et abandonnés - une perspective de genre sur le trafic illicite aggravé de migrants* examine les routes transitant par l'Afrique de l'Ouest et du Nord, la Méditerranée et l'Amérique centrale et met en évidence les différents types de violence infligés aux hommes et aux femmes objets de trafic illicite. Le document décrit les facteurs de vulnérabilité sous-jacents à ces abus ainsi que les motivations de leurs auteurs. Mais malgré la gravité de ces infractions, peu d'actions pour y remédier sont engagées par les autorités nationales.

L'étude fournit des indications aux professionnels de la justice pénale sur la manière d'enquêter et de poursuivre les cas de violence et d'abus associés au trafic illicite de migrants tout en prenant en considération les besoins et les vulnérabilités liés au genre des migrants concernés. Elle énumère également une série de recommandations à l'intention des États membres de l'ONU sur les moyens de lutter contre le trafic illicite de migrants dans ses formes les plus violentes, de protéger et d'aider les migrants et d'obtenir davantage de condamnations pour ces crimes.

Pour plus d'informations

Article : <https://news.un.org/fr/story/2021/06/1099162>

Rapport: https://www.unodc.org/documents/human-trafficking/2021/Aggravated_SOM_and_Gender.pdf

Secrétaire général de l'ONU / Covid-19 : les envois de fonds à la famille se sont avérés plus résilients que prévu

Les migrants qui travaillent loin de leur famille ont fait d'importants sacrifices pour envoyer de l'argent chez eux l'année dernière, comme ils le faisaient avant la Covid-19, a déclaré le chef de l'ONU, António Guterres, avertissant que ce n'est pas le moment pour les pays de retirer leur soutien à ces travailleurs clés. Le message du Secrétaire général publié à l'occasion de la Journée internationale des envois de fonds à la famille intervient alors que des données de la Banque mondiale montrent que les envois de fonds aux pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire par les migrants n'ont diminué que de 1,6%

en 2020 par rapport à 12 mois plus tôt, pour atteindre 540 milliards de dollars, un montant bien inférieur aux estimations initiales.

Pour plus d'informations

Article : <https://news.un.org/fr/story/2021/06/1098272>

HCR / Le HCR et L'Union interparlementaire se félicitent de la résolution de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe en faveur des réfugiés

La résolution de l'APCE intitulée Le rôle des parlements dans la mise en œuvre des Pactes mondiaux des Nations Unies pour les migrants et réfugiés encourage les parlementaires européens à défendre la cause et l'application des principes et des dispositions des Pactes mondiaux sur les réfugiés et la migration. Dans le contexte de la pandémie de Covid-19, le rapport insiste sur l'urgence d'une promotion active, par les parlements, de la solidarité envers les réfugiés et les migrants dans leurs pays respectifs et à l'étranger, et rappelle les valeurs universelles d'humanité et de dignité pour tous.

Pour plus d'informations

Communiqué: <https://www.unhcr.org/news/press/2021/6/60ba3ce6b/unhcr-ipu-welcome-council-europe-parliamentary-resolution-support-refugees.html>

Résolution: <https://pace.coe.int/fr/files/29024/html>

HCR / Mise en garde sur la risque d'exclusion de la vaccination pour les apatrides à travers le monde

La pandémie de COVID-19 et les mesures d'atténuation ont eu un impact disproportionné sur les groupes marginalisés, y compris les populations apatrides. Dès le début de la pandémie, les apatrides ont connu des vulnérabilités particulièrement frappantes en raison de leur absence de nationalité. Dans de nombreux contextes, les apatrides ont été interdits d'accéder aux tests et au traitement en raison d'un manque de statut juridique et ont été exclus des services sociaux, malgré le fait qu'ils ont été confrontés à des impacts socio-économiques particulièrement graves. La perte des moyens de subsistance et l'accès limité à l'éducation et à la d'autres services sociaux ont aggravé les inégalités existantes de manières susceptibles d'étendre au-delà de la fin de la pandémie. En mai 2020, le HCR a publié un premier document d'orientation sur ces questions afin de fournir des informations, des recommandations et des exemples de bonnes pratiques dans un certain nombre de domaines, y compris l'accès au dépistage et au traitement des apatrides.

Pour plus d'informations

Rapport : <https://www.refworld.org/docid/60b8d6d84.html>

Communiqué: <https://www.unhcr.org/fr-fr/news/press/2021/6/60d1c725a/hcr-lance-mise-garde-risque-dexclusion-vaccination-apatrides-travers-monde.html>

HCR / Le HCR appelle les Etats à supprimer les obstacles concernant la vaccination des réfugiés contre le Covid-19

Quatre mois après la première livraison de vaccins contre le Covid-19 par le mécanisme COVAX, l'initiative mondiale visant à assurer la distribution équitable des vaccins, le HCR appelle les États à accélérer le déploiement des campagnes de vaccination et à supprimer les obstacles qui limitent l'accès aux vaccins pour les 82,4 millions de personnes déracinées à travers le monde. Le HCR mène un suivi de l'inclusion des réfugiés et des demandeurs d'asile dans la planification et le déploiement de la vaccination contre le Covid-19 dans 162 pays.

Sur les 126 pays comptant une population de réfugiés de plus de 500 personnes, le HCR a confirmé que 123 d'entre eux ont soit explicitement inclus les réfugiés dans leurs plans de vaccination, soit donné l'assurance qu'ils le feront. C'est également le cas pour les demandeurs d'asile dans 93 sur 96 pays. De plus, le HCR est en mesure de confirmer que les réfugiés et les demandeurs d'asile ont commencé à recevoir les vaccins contre le Covid-19 dans 91 des 162 pays. Le HCR félicite les Etats qui ont inclus ces populations déracinées dans leurs campagnes de vaccination et exhorte les autres à suivre leur exemple.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://www.unhcr.org/fr-fr/news/press/2021/6/60d59980a/hcr-appelle-etats-supprimer-obstacles-concernant-vaccination-refugies-contre.html>

HCR / Une table ronde mondiale définit une action conjointe pour la protection des personnes LGBTIQ+ déracinées

Les États et les organisations d'aide humanitaire et du développement doivent faire davantage pour protéger les droits des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres, intersexes et homosexuelles (LGBTIQ+) déracinées ou apatrides. Dans cet objectif, ils doivent former des alliances plus solides avec la société civile LGBTIQ+, selon les participants à la table ronde mondiale 2021 sur la protection et les solutions pour les personnes LGBTIQ+ en situation de déplacement forcé.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://www.unhcr.org/fr-fr/news/press/2021/6/60dc3361a/table-ronde-mondiale-definit-action-conjointe-protection-personnes-lgbtqi.html>

HCR / Recommandations pour la présidence slovène de l'UE

Alors que la Slovénie accède à la présidence de l'Union européenne (UE) le 1er juillet, ce pays a une occasion importante de diriger et de saisir l'occasion d'améliorer la protection des réfugiés en Europe et à travers le monde. En s'appuyant sur les progrès réalisés par son prédécesseur, le Portugal, y compris l'avancement des travaux visant à établir une Agence européenne pour l'asile, le HCR espère que la future présidence slovène de l'UE continuera à établir des liens et à explorer des pistes pour parvenir à un accord sur la proposition de Pacte européen sur les migrations et l'asile.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://www.unhcr.org/fr-fr/news/press/2021/6/60e41d36a/commentaire-dactualite-representant-hcr-aupres-lue-veille-presidence-slovene.html>

HCR / Monaco, le HCR et Bioforce s'engagent en faveur de la formation professionnelle des réfugiés

Convaincus que l'éducation peut changer les destins et que la formation professionnelle ouvre les portes de l'emploi, le Gouvernement de la Principauté de Monaco, le HCR et Bioforce s'engagent à coopérer pour améliorer l'accès des personnes réfugiées aux métiers de l'humanitaire et du développement en Afrique de l'Ouest.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://www.unhcr.org/fr-fr/news/press/2021/6/60d1ebdd4/monaco-le-hcr-et-bioforce-sengagent-en-faveur-de-la-formation-professionnelle.html>

HCR / Les dirigeants mondiaux doivent agir pour inverser la tendance à la hausse des déplacements

Malgré la pandémie, le nombre de personnes fuyant les guerres, les violences, la persécution et les violations des droits humains a atteint près de 82,4 millions de personnes en 2020, selon le tout dernier rapport annuel Tendances mondiales du HCR publié aujourd'hui à Genève. Cela représente une augmentation supplémentaire de 4% par rapport au chiffre record de 79,5 millions fin 2019. Le rapport indique qu'à la fin 2020, on comptait 20,7 millions de réfugiés relevant de la compétence du HCR, 5,7 millions de réfugiés palestiniens et 3,9 millions de Vénézuéliens déplacés à l'étranger. Par ailleurs, 48 millions de personnes étaient déplacées à l'intérieur de leur propre pays (« déplacés internes »). En outre, les demandeurs d'asile représentaient 4,1 millions de personnes. Ces chiffres montrent que malgré la pandémie et les appels à un cessez-le-feu mondial, les conflits continuaient de chasser les personnes de leurs foyers.

Pour plus d'informations

Article : <https://www.unhcr.org/fr/news/press/2021/6/60ca0a2ba/hcr-dirigeants-mondiaux-doivent-agir-inverser-tendance-hausse-deplacements.html>

Article : <https://www.unhcr.org/fr/news/stories/2021/6/60cc51fca/deplacements-forces-atteint-niveau-record-2020-malgre-diminution-voies.html>

HCR / Rapport sur les besoins en matières de réinstallation en 2022

En 2022, le HCR estime que les besoins mondiaux de réinstallation augmenteront légèrement passer à 1 473 156 personnes, par rapport à 2021, où 1 445 383 ont été estimés avoir besoin d'être réinstallés. Cette augmentation se reflète dans toutes les régions à l'exception de l'Afrique et de l'Europe. Malgré quatre à cinq pour cent baisse des besoins par rapport à l'année dernière, les régions Afrique et Europe restent les régions ayant les besoins de réinstallation projetés les plus élevés, à 593 598 et 401 740 respectivement pour 2022.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://www.unhcr.org/fr-fr/news/press/2021/6/60d5984ea/hcr-publie-besoins-matiere-reinstallation-refugies-2022.html>

Rapport : <https://www.unhcr.org/protection/resettlement/60d320a64/projected-global-resettlement-needs-2022.html>

HCR / Déclaration au sujet de la nouvelle loi du Danemark sur le transfert des demandeurs d'asile vers des pays tiers

Le HCR est fermement opposé aux efforts visant à externaliser ou délocaliser les obligations en matière d'asile et de protection internationale vers d'autres pays. Les efforts visant à se soustraire à ces responsabilités vont à l'encontre de la lettre et de l'esprit de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés ainsi qu'à ceux du Pacte mondial sur les réfugiés aux termes duquel les pays ont convenu d'un partage plus équitable des responsabilités relatives à la protection des réfugiés.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://www.unhcr.org/fr-fr/news/press/2021/6/60b9cae1a/commentaire-lactualite-filippo-grandi-chef-hcr-sujet-nouvelle-loi-danemark.html>

ONU / Droits de l'homme et Covid-19 : un expert de l'ONU dénonce la politique de refoulement des migrants

Devant le Conseil des droits de l'homme, le Rapporteur spécial sur les droits des migrants, Felipe González Morales, a dénoncé les pratiques de refoulement mises en œuvre de diverses manières par des acteurs étatiques ou en coopération avec des acteurs non étatiques. « Certains États mènent des opérations de refoulement avec l'assentiment et parfois la coopération d'États tiers vers lesquels les migrants sont renvoyés de force », a-t-il déclaré.

Pour plus d'informations

Article : <https://news.un.org/fr/story/2021/06/1098862>

Organisations de la société civile

Mixed Migration Center / La Protection dans les Mouvements Mixtes le long des routes de la Méditerranée Centrale et Occidentale 2021

En février 2021, le Centre sur la Migration Mixte (MMC) s'est associé au Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) afin d'organiser un atelier virtuel de Politiques sur les Défis de Protection sur les Routes Migratoires de la Méditerranée Centrale et Occidentale. Cette synthèse se veut être une Feuille de Route pour l'engagement stratégique avec les différents acteurs de l'asile et de la migration au niveau local, national et international. Il offre des voies d'avenir concrètes pour un certain nombre de domaines clés de la protection des personnes en situation de mobilité: le rôle important des autorités locales et des approches communautaires en matière de protection, la nécessité de porter plus d'intérêt aux enfants et aux jeunes en situation de mobilité, et des approches plus durables pour lutter contre la traite des personnes, pour en citer quelques-uns.

Pour plus d'informations

Synthèse : <https://mixedmigration.org/wp-content/uploads/2021/05/MMC-UNHCR-SYNTHESIS-Roadmap-A4-20pp-FR-web.pdf>

Mixed Migration Center / explorer la migration des réfugiés et des migrants d'Afrique de l'Est

Ce rapport du Mixed Migration Center (MMC) adopte une approche factuelle de la migration en avant en étudiant la dynamique de la migration en avant et les réponses politiques, en mettant l'accent sur la région de l'Afrique de l'Est. L'article examine comment le phénomène de migration en avant a été traité dans la littérature mondiale sur la migration, y compris les différentes manières dont la migration en avant a été définie. Le paysage politique est ensuite exploré, en se concentrant sur les politiques nationales et régionales qui ont un impact direct et indirect sur la migration en avant. L'article s'appuie ensuite sur 340 entretiens 4Mi1 avec des réfugiés et des migrants engagés dans une migration ultérieure en Afrique de l'Est pour explorer les profils des personnes engagées dans une migration ultérieure, leurs aspirations et leur prise de décision.

Pour plus d'informations

Rapport : <https://mixedmigration.org/resource/moving-on-exploring-onward-migration-of-refugees-and-migrants-from-east-africa/>

RSA / Rapport interne de l'EASO sur la Turquie

Le rapport fournit des sources, entre autres, sur la situation juridique et factuelle concernant le système de protection turc pour les demandeurs d'asile syriens et non syriens, l'accès aux procédures de protection, l'utilisation du concept de « pays tiers sûr », les centres d'éloignement/de détention, les allégations refoulements / refoulement, retours volontaires et réadmission. Le rapport a été rédigé conformément à la méthodologie du rapport COI de l'EASO, en utilisant diverses sources publiques, notamment le gouvernement turc, la Commission européenne et les institutions européennes, les ONG et les universités. Contrairement aux rapports COI, cependant, il n'est pas rendu public et une demande d'accès public aux documents (PAD) a été nécessaire par RSA afin de l'obtenir.

Pour plus d'informations

Rapport : <https://rsaeean.org/en/the-easo-report-on-turkey/>

Associations grecques / Analyse du concept de pays tiers sûr à la Turquie

Dans une déclaration commune, les associations grecques analyse l'application du concept de pays tiers sûr à la Turquie suite à la décision ministérielle de désigner la Turquie comme pays tiers sûrs pour les familles, hommes, femmes et enfants de cinq nationalités cherchant une protection internationale en Grèce.

Pour plus d'informations

Déclaration : <https://rsaeean.org/en/greece-deems-turkey-safe-but-refugees-are-not/>

Croix rouge / Déclaration : Tirer les leçons du regroupement familial en temps de COVID-19

À l'approche de la Journée mondiale des réfugiés, le bureau de la Croix-Rouge auprès de l'UE appelle l'UE et les États membres à tirer les leçons de la pandémie de COVID-19 et à veiller à ce que les demandes de regroupement familial ne soient pas davantage compromises par la fermeture des frontières ou d'autres mesures de confinement les mesures. À une époque où les gouvernements européens assouplissent progressivement les restrictions liées au COVID-19, des solutions concrètes pour faciliter le regroupement familial sont essentielles, y compris pour les bénéficiaires de la protection internationale. Les procédures doivent être facilitées et tous les obstacles administratifs et juridiques qui séparent les familles de réfugiés doivent être supprimés.

Pour plus d'informations

Déclaration : <https://redcross.eu/latest-news/family-unity-cannot-be-compromised>

France terre d'asile / La participation citoyenne et l'engagement politique

La participation des demandeurs d'asile et des bénéficiaires d'une protection internationale aux sphères associatives et institutionnelles représente un moyen valorisant de mettre à profit leurs compétences, de devenir acteurs de leurs parcours, et de favoriser les échanges avec les populations locales. Quels sont les enjeux de leur intégration dans les associations et les services civiques ? Quelle place est donnée à leur avis et comment sont-ils consultés ? Comment leur engagement social et politique prend-il forme à travers le parcours d'exil ?

Ce nouveau numéro de la Lettre de l'asile et de l'intégration revient sur ces questions et fait le point sur les différents mécanismes de participation des personnes exilées.

Pour plus d'informations

Note : <https://www.france-terre-asile.org/toutes-nos-publications/details/1/262-la-participation-citoyenne-et-l-engagement-politique.html>

Focus nationaux

RSA / La Grèce, laboratoire de politiques anti-réfugiés

PRO ASYL et Refugee Support Aegean (RSA) avertissent que le droit d'asile et la Convention de 1951 sur les réfugiés sont en grande partie suspendus en Grèce - avec le soutien actif de l'Union européenne.

Pour plus d'informations

Article : <https://rsaegean.org/en/europe-turns-greece-into-a-laboratory-of-anti-refugee-policies/>

Allemagne / Nouvelle étude sur les Afghans éloignés

Diakonie Deutschland, Bread for the World et Diakonie Hessen demandent une interdiction immédiate des déportations vers l'Afghanistan. Selon une étude publiée vendredi par la sociologue et experte afghane Friederike Stahlmann, les Afghans expulsés sont menacés de mort, d'appauvrissement et de persécution. Entre autres, ils sont accusés de trahison, d'occidentalisation, de comportement immoral ou de détournement de l'islam en raison de leur fuite vers l'Europe. Selon l'étude, les familles des rapatriés en Europe sont également à risque. Dans ce contexte, les rapatriés manquent souvent du réseau familial indispensable à leur survie. À l'exception d'une personne, tous les expulsés connus ont quitté le pays ou envisagent de le faire. Deux d'entre eux se sont suicidés.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://www.diakonie.de/pressemeldungen/neue-studie-zu-abgeschobenen-afghanen-diakonie-deutschland-brot-fuer-die-welt-und-diakonie-hessen-fordern-sofortigen-abschiebestopp>
